

Répondre à l'urgence du moment ? Répondre à quoi ? A quelle urgence ?

Quand, dans une discussion, vous répondez, ce n'est pas vous qui choisissez le sujet traité et l'objet de l'interpellation. Le moment vous est imposé par le lieu d'où vous parlez, et l'urgence vous est « opposée » comme un fait objectif qui vient d'on ne sait où . Notre société a remplacé l'urgence de son propre remplacement par des milliers d'urgences qui n'en sont plus.

Toutes les discussions, les débats, les forums, les appels, etc ... tendent à apporter des réponses, qui ne sont en fait que de nouvelles questions, qui découlent du moment et nourrissent de nouvelles discussions, de vieux débats, des forums qui n'en sont pas et des appels entendus uniquement par ceux qui les ont initiés.

Et pourtant , le corps social vit encore, puisqu'il réagit, même faiblement, à ses stimuli, à ses milliers d'urgences.

L'intérêt pour le système en place (système économique capitaliste et système idéologique bourgeois, basé sur la propriété privée, l'héritage, et l'exploitation d'une majorité d'humains par une minorité) est de conserver ces millions d'urgences ; ces milliers d'arbres qui cachent la forêt. Sa survie dépend en grande partie de ces milliers d'urgences qui alimentent son existence, et lui assurent autant de poches de résistance à sa propre disparition, qu'il y a de sujets abordés.

La peur des pouvoirs en place (par pouvoir, j'entends aussi bien les Etats nationaux que les structures supra-nationales comme l'ONU, l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, ainsi que les structures politiques des partis et des syndicats inféodés au système capitaliste ...) est la même depuis 150 ans. Elle peut se résumer simplement en la peur de perdre leurs privilèges et « le pouvoir ».

Cette peur a été analysée sous tous ses aspects ; ce n'est donc pas par ce biais qu'il faut porter le fer dans la plaie de ce monde. Tout a été dit de l'intérieur même du système capitaliste ou, de l'extérieur, par ceux qui luttent pour sa destruction ; cela peut se résumer par la phrase célèbre : « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde. Or, il s'agit de le transformer »

Le transformer, le changer, le remplacer ?... Oui, mais comment ? Je n'ai pas dit : le réformer, le faire évoluer, l'améliorer, le remettre sur ses pieds sous prétexte qu'il marcherait sur la tête .

Ce qui distingue notre époque de TOUTES CELLES qui les ont précédées, c'est qu'il ne peut s'agir de remplacer une classe sociale (la bourgeoisie) par une autre (le prolétariat), mais bien de supprimer les classes sociales, toutes les classes sociales y compris le prolétariat. Il n'est donc pas envisageable , de remplacer la bourgeoisie et son état par la classe ouvrière et son état. Et ce, bien que ce soit par la lutte de la classe ouvrière que cette transformation aura lieu .

La classe ouvrière n'a aucune vocation à se substituer durablement à la bourgeoisie ; elle n'a d'avenir que comme LA CLASSE qui mettra fin à TOUTES les classes sociales , y compris à elle-même . Cette analyse est à la base de la création de la première Internationale, connue sous le nom d' « Association Internationale des Travailleurs » et des différents courants qui la composèrent, à savoir les marxistes, les blanquistes, les anarchistes et divers groupes hors qualificatifs.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », phrase que l'on retrouve sur de nombreuses publications des communistes sincères jusqu'aux staliniens incurables, en passant par des trotskistes honteux ou carriéristes, vient de cette 1^{ère} Internationale. Cette émancipation du règne du salariat et de la misère ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Il n'y a rien à attendre de la classe dominante et des institutions aux services de toutes dominations : l'état, la justice, le droit, la religion ou la patrie. Elle ne veut rien dire d'autre que : la classe ouvrière, en s'émancipant, met fin à toutes les classes, à la lutte des classes, et à toutes formes de domination d'une classe sur une autre, d'une population sur une autre.

La noblesse a cédé (sous la contrainte) la place à la bourgeoisie; celle-ci devra céder (sous la contrainte) la place à la seule classe (les travailleurs) capable de s'auto-émanciper sans générer une autre classe exploitée à sa suite.

La bourgeoisie a pu sans dommage se fondre dans les vieux habits de la classe qu'elle remplaçait (la noblesse) en même temps qu'elle luttait contre la classe qu'elle générait (les travailleurs) Une telle évolution n'est pas possible pour la classe ouvrière qui ne peut envisager de s'installer dans un mode de fonctionnement hérité de la bourgeoisie sans conserver, de fait, les rapports sociaux de la bourgeoisie .

Toute la difficulté de cette évolution historique réside dans ce fait que la classe ouvrière n'a pas d'intérêt de classe en dehors de celui de mettre à bas l'exploitation de l'homme par l'homme, de sortir de sa condition d'exploité et d'opprimé. Elle n'a rien à négocier avec les classes existantes et n'est porteuse d'aucune nouvelle oppression.

Ce cadre général rappelé (car fondateur de la lutte pour le communisme) nous ne pouvons faire l'impasse sur l'histoire complexe de cette lutte contre le capitalisme pour une société sans classes.

Les travailleurs, dans leur lutte contre le vieux monde des privilèges et du profit, ne peuvent qu'utiliser les armes disponibles dans ce vieux monde. En même temps, ils ne peuvent, sans danger, REPRODUIRE les vieux schémas utilisés et usés par la bourgeoisie dans sa conquête du pouvoir. La bourgeoisie a utilisé, à son profit, l'Etat centralisé, la loi (justice), l'ordre (police, armée), la religion, ... hérités de l'ancien système monarchique.

Les travailleurs doivent construire leur émancipation en « détruisant » sans état d'âme tous ces piliers indispensables au maintien d'une autre classe en état d'oppression. Aucun angélisme sur la nécessité d'une révolution, d'une rupture violente, que tout changement de ce type engendre.

Mais, en supprimant les bases économiques, idéologiques et structurelles de l'existence de la bourgeoisie, en s'attaquant à l'Etat bourgeois et à ses mécanismes de domination, la révolution, pour aller à son terme, ne doit pas s'approprier ces bases, cet Etat bourgeois et ses lois. Elle doit, dès le début, mettre en œuvre les bases nouvelles de cette nouvelle période historique .

L' Etat et ses administrations, source de bureaucratie et de privilèges, doit être mis sous le contrôle permanent des masses populaires. Son fonctionnement, indispensable dans un premier temps, doit être envisagé dans la perspective rapide de son dépérissement. Des mesures simples et contraignantes pour tous, sans exception, doivent présider à un fonctionnement transparent limité à l'indispensable. Les principes de base minimaux seraient :

- un homme une voix
- un homme, un mandat et un seul
- révocation des élus sur la base du non respect de leurs mandats
- pas de professionnel de la politique, d'où l'impossibilité de disposer de plus d'un mandat, sans une interruption équivalente à la durée du mandat
- pas de privilège pour les élus, donc rétribution sur la base du salaire minimum en cours dans la population
- aucune place privilégiée n'est accordée aux partis et aux associations , qui disposent de toutes les libertés pour exprimer leurs idées et propositions.

L'histoire nous a montré qu'à vouloir utiliser les armes de la bourgeoisie contre la bourgeoisie (exemple : droit de vote et parlement), c'est celle-ci qui sortait gagnante de ces combats et non les travailleurs. Les travailleurs disposent de leurs propres armes qui doivent préfigurer dès le début de cette rupture violente, de ce que sera ce qu'ils veulent construire avec toute la population.

Que la révolution en marche élimine ou contraigne ceux qui veulent conserver l'ancien régime d'oppression, sera une nécessité vitale qu'il ne faut pas se cacher. Mais ces éliminations doivent être l'affaire de tous et non du ressort d'une quelconque police politique. De la même façon qu'il ne peut être envisagé de constituer un corps permanent de militaires et de fonctionnaires d'administration. Ces fonctions rendues électives doivent n'être qu'un court moment de la vie des femmes et des hommes , et en aucun cas une fonction durable et lucrative .

Le lien peut être clairement établi entre le cadre proposé dans notre société actuelle pour aller vers cette révolution et le cadre dans lequel se déroulera cette révolution. Ceux qui n'ont comme perspectives que la construction autoritaire et verticale (de type pyramidal) de leur mouvement, auront toutes les peines du monde à convaincre les travailleurs que ce qu'ils préparent pour demain n'est pas déjà en filigrane dans leurs propres relations internes et l'image qu'ils en donnent à comprendre. Il ne faut jamais avoir travaillé de ses mains, pour penser que l'on peut reproduire dans la lutte sociale des solutions qui ne marchent pas, et qui ont fait la démonstration de leur inadaptation. pour réaliser le travail d'un cordonnier, imprimeur, relieur, maçon ou mécanicien, il faut utiliser des outils adaptés et proportionnés à l'objet ou à l'objectif que l'on doit atteindre. L'usage à contre emploi ou à contre temps d'un outil ne peut que nuire au résultat final.

L'histoire nous a présenté deux types de raisonnement dans le camp de ceux qui luttent pour liquider le capitalisme .

- Ceux pour qui le chemin des réformes successives et négociées avec la classe possédante ne conduit qu'à faire perdurer le système, et à s'accommoder de celui-ci en oubliant l'essentiel : la destruction du système.
- Et ceux pour qui la destruction du système économique et social n'est envisagée que par l'usage des mêmes méthodes que celles de la bourgeoisie : état autoritaire, police politique, bureaucratie, et armée de métier ...

Toutes les autres formes de lutte et propositions de constructions différentes ont été refoulées à l'arrière plan de notre histoire, sans y tenir la place qui doit leur revenir. De la Commune de Paris (1871) aux conseils ouvriers de Budapest (1956), les expériences ne manquent pas. Les trois premières années de la révolution russe (1917 - 1919) font partie de cette expérience positive, la suite étant à mettre au crédit des solutions autoritaires qui renferment en elles mêmes toutes les tares du système bourgeois qu'elles prétendent combattre.

Parmi les leçons que nous devons retenir de ces 150 années de lutte, certaines sont importantes parce que reproductibles :

- Le capitalisme ne peut résoudre ses propres contradictions; il est en permanence dans une instabilité économique, financière et sociale.
- Cette instabilité le conduit régulièrement vers des situations de conflits internes et externes : conflit interne à sa classe pour les parts de marché nécessaires à la survie de chaque composante, conflit externe avec la classe ouvrière dont il ne peut se passer ou la classe paysanne et les petits bourgeois dont il ne peut résoudre les contradictions issues du passé
- Aucune période de statu quo ne lui permet d'éviter les crises et les affrontements nourris par ces crises
- Dans ce contexte, toutes les autres classes de la société sont régulièrement agressées et irrégulièrement opposées les unes aux autres. La nécessité de la révolution sociale résulte de cette situation sans issue.
- Pour conserver son pouvoir, la bourgeoisie ne peut que générer une violence en retour des autres classes et en premier de la classe ouvrière .
- L'instrument de cette violence est concentré dans l'Etat, quel que soit son nom : Etat démocratique, Dictature militaire, République, Monarchie, ...

L'Etat, toujours présenté comme une institution au dessus des classes, n'est que l'instrument de la classe dominante, son bras armé, sa machine de guerre contre ses concurrents étrangers et contre sa propre population.

La conception d'un Etat providence, bienfaiteur et régulateur, n'est qu'un mythe mis en place par ceux qui souhaitent être vizir à la place du vizir. L'Etat régulateur du désordre capitaliste a été un échec. L'état régulateur des inégalités entre riches et pauvres a été un leurre.

L'état providence qui veille à la paix sociale n'a pu donner cette apparence que sur le dos et les cadavres des populations des colonies. Les soit-disant trente glorieuses qu'a connue la France après 1945, n'ont été possibles qu'au travers du pillage et du saccage des peuples et territoires colonisés. La question des colonies reste à ce jour non réglée pour les peuples des Antilles ,de Guyane, de Nouvelle Calédonie, etc...

Point fort de la bourgeoisie, L'Etat, conseil d'administration des puissants, est aussi son point faible. Cet appareil, pour contrôler les populations, a besoin d'accroître sans cesse son emprise sur toutes les formes de vie sociale, économique et politique. Pour répondre aux exigences d'une partie de la bourgeoisie, il devrait diminuer son emprise sur beaucoup de domaines et diminuer son nombre d'employés qu'il faut payer à ces tâches. L'état à un coût économique qu'une partie de la bourgeoisie,avide de profit immédiat, veut réduire à sa plus simple expression : la police, l'armée et la justice. Tout le reste doit réintégrer le circuit privé, marchand. Même les fonctions répressives réservées à l'Etat démocratique (police , armée) sont envisagées comme pouvant basculer dans le secteur marchand ; quand à la justice, elle devra se plier devant les institutions mondiales telles que l'OMC et les autres tribunaux internationaux. Détruire un édifice centralisé comme l'ÉTAT ne peut se faire qu'en le vidant de toute consistance et en l'asphyxiant par son point faible : l'argent. Ce type de construction pharaonique (il ne sait même pas le nombre exact de fonctionnaires qu'il emploie) est fragile parce que miné de l'intérieur. Les agents de l'Etat sont des mercenaires qui, pour beaucoup, rejoindront les rangs du camp victorieux. Ils ont travaillé sous Pétain et le nazisme, ils sont passés de De Gaulle à Mitterrand sans que cela change quoi que ce soit ; ils termineront leur carrière avec l'Etat ou contre l'Etat.

La réutilisation du cadre de l'Etat,dans le déroulement d'une révolution, est une tentation qu'il faut condamner d'avance. Ce n'est pas une simple machine qui peut fonctionner au service de toute société. C'est avant tout un système hiérarchique et bureaucratique qui échappe très vite à tout contrôle pour œuvrer pour lui-même.

Toutes les fonctions assurées par l'état peuvent très bien exister dans un cadre où celui-ci n'existe plus. La commune de Paris offre beaucoup d'exemples de la créativité populaire, dès que s'ouvrent les portes de l'émancipation .

DE LA NECESSITE DE S'ORGANISER POUR FAIRE ABOUTIR CETTE REVOLUTION SOCIALE

Avec cette question, non encore tranchée par l'histoire, nous avançons vers le cœur de nos préoccupations. Oui , il faut des organisations avant le début de ce mouvement (qui ne peut être qu'international)

Oui , le déclenchement de la révolution dans un pays donné, fera naître de nouvelles formes, de nouveaux cadres de lutte adaptés aux besoins des populations .

Non, aucun parti ne peut prétendre à une quelconque hégémonie sur un tel processus. Non, aucune organisation pyramidale ne peut être l'outil privilégié d'une telle émancipation; parce qu'une telle conception reproduit très vite la hiérarchie et la bureaucratie génératrice de privilèges. Elle ne peut que se heurter violemment aux besoins de liberté qui se dégagent d'un tel mouvement.

L'exemple de la révolution russe est à étudier de près, pour se réapproprier ce que le stalinisme a voulu effacer de l'histoire. Les bolcheviks jouent un rôle primordial dans cette révolution où ils sont « minoritaires ». Ils réalisent au sommet de leur audience des résultats de vote de 24% maximum. Cette révolution est l'œuvre du peuple russe (paysans, ouvriers, soldats, petit bourgeois) et des nombreuses minorités présentes dans l'empire des tsars. Elle ne peut être victorieuse et se développer contre une partie d'elle-même. Surtout quand cette partie devient majoritairement opposée aux décisions imposées par ceux qui, la veille encore, représentaient la volonté des masses.

Il ne s'agit pas de rejeter en bloc le travail effectué par les bolcheviks contre le capitalisme. Il faut apprécier le moment où cette révolution se hisse au plus haut de son histoire, et les orientations et décisions qui vont en faire un monstre, une dictature policière comme en rêvent les capitalistes les plus cyniques.

Tout se concentre dans la centralisation à tous les niveaux et dans la construction de l'Etat Soviétique :

- la pluralité ,vitale, dans les soviets est supprimée.
- les droits des minorités reconnues par cette révolution sont interdits.
- le droit des peuples (composant les pays en révolution) à disposer d'eux-mêmes est remplacé par la dictature des russes.

Tout est là.

Les historiens bourgeois et staliniens ont réécrit l'histoire pour tuer cette révolution. Lénine serait le responsable de tout cela ... Juste avant sa mort, n'oublions pas qu'il engage le combat sur ces différentes questions :

- combat violent sur la question des nationalités, contre Staline.
- combat non moins violent sur la question des syndicats et de leur nécessaire pluralité, contre Trotsky
- combat contre la bourgeoisie réfugiée dans l'appareil d'état soviétique. Extrait du discours de Lénine au 3^e congrès de l'Internationale Communiste: « es grands propriétaires fonciers et les grands capitalistes n'ont pas disparu en Russie. Mais ils ont été soumis à une complète expropriation, parfaitement défaits politiquement en tant que classe, ET LEUR DEBRIS SEULEMENT SE CACHENT PARMI LES EMPLOYES GOUVERNEMENTAUX DU POUVOIR DES SOVIETS (Page 126 des 4 premiers congrès de l'I.C.)

Lénine ne s'est pas trompé sur la réalité des « employés gouvernementaux du pouvoir des soviets » . Il s'est trompé sur le fait que tout appareil d'Etat contient en lui la résistance à la transformation en train de se dérouler dans la révolution. Tant que rien n'est figé, les décisions sont prises par « la révolution en train de se faire ». Dès que se reconstitue un appareil d'Etat (quel qu'il soit), celui-ci concentre en lui tous les développements bureaucratiques hérités de toute l'histoire des Etats depuis des siècles (clientélisme, privilèges, passe-droit, obéissance aux ordres par discipline, bêtise ou volonté d'ignorance, irresponsabilité à tous les niveaux, etc. ...)

L'appareil d'état soviétique, construit à partir des débris de l'appareil d'état tsariste, ne pouvait échapper à cette logique. La transformation de l'armée de partisans en une armée rouge fonctionnant comme toutes les armées du monde, ne pouvait que renforcer cette tendance bureaucratique et administrative. La suppression de l'élection des responsables (ce qui se faisait au début de la révolution, avec les soviets de soldats) remplacée par une désignation pyramidale des « chefs », imposé à la troupe, réunit à nouveau les conditions d'une bureaucratisation ...

Aller plus avant dans l'analyse de ces événements historiques, qui vont permettre à la bourgeoisie de conserver le pouvoir pendant encore des années, est une nécessité.

Cette expérience d'octobre 1917 condamne pour l'avenir deux éléments majeurs de ce 20^e siècle :

- L'idée du parti unique détenant la vérité .
- La révolution victorieuse, accouchant d'un Etat fonctionnant comme tous les Etats connus jusqu'à ce jour .

Sur le Parti, sa nécessité et son rôle, nous disposons de nombreux acquis. Il est indéniable qu'une organisation apte à la guerre civile sera nécessaire pour déblayer le terrain et répondre coup pour coup à la bourgeoisie. Il est également indispensable de disposer d'un ou de plusieurs lieux où se concentrent l'analyse et l'expérience nécessaires au développement d'une révolution .

Ce qui est aussi indispensable, c'est que ces partis restent ce qu'ils sont (des instruments) et n'acceptent pas de se confondre, ni avec les formes nouvelles que se donnera la révolution, ni avec « l'administration des choses » incontournable dans cette nouvelle période .

Sur l'ÉTAT, il faut revenir sur la conception d'un « Etat à bon marché », dont la disparition progressive n'est que la seule perspective. La décentralisation au plus près des populations, des différentes fonctions assurées par l'ancien état, ne peut qu'offrir des avantages en matière de contrôle de celui-ci. L' auto-gestion de tout ce qui peut l'être, malgré les dérives possibles, est préférable à toute centralisation qui contient en elle les germes de la bureaucratie.

Le respect de toutes les minorités, et leur représentation proportionnelle, est indispensable quels que soient, là aussi, les risques d'atomisation et de déperdition d'énergie .

Le danger n'est pas dans ce que peut produire « cet inconnu nouveau » né de la révolution, mais bien au contraire; le danger se concentre sur le ré-emploi de vieilles recettes étatiques qui auraient déjà « fait leurs preuves ». Pour aller à cette révolution inévitable qui est la seule alternative à la barbarie de cette société inégalitaire et pourrie, nous ne disposons pas d'un mode d'emploi clé en main .

L'état général de l'atomisation des composantes de la classe ouvrière et des masses populaires paraît un handicap insurmontable. Nous avons TOUS en tête la conception du « grand parti » des travailleurs, qui manque.

Est-ce qu'il nous manque vraiment, ce grand parti des travailleurs « guidant les masses populaires sur le chemin pavé de rose, vers le grand soir ... », qui précède les ténèbres ? Ce qui manque, c'est la visibilité d'une alternative au capitalisme.

Mais lui, ce grand parti pensant et agissant pour tout le monde, est-ce autre chose qu'une illusion ? IL manque certainement à la bourgeoisie, qui préfère avoir un bel ennemi bien identifiable et facile à contrôler, à infiltrer, à provoquer, à acheter ... Il manque aussi aux apprentis bureaucrates qui se voient déjà permanents ou responsables de la police politique.

Ce grand parti n'existe pas et il ne peut être un préalable à la révolution qui vient. Sa non-existence est même un gage du fait que cette révolution ne sera pas confisquée.

Par contre, l'existence de nombreuses organisations se revendiquant de cette révolution sociale est indispensable. Tant comme creuset des idées en discussion, que comme composantes organisées, pratiques, de ces outils de guerre civile nécessaires dans la lutte contre la bourgeoisie. L'existence de ces groupes multiples, opérationnels dans leurs secteurs, reconnus par les salariés pour leur sérieux et leur dévouement, multiplient les difficultés de l'appareil d'état policier pour les contrôler et les faire taire. Comme il n'y a pas de place à prendre dans ces petites organisations, les carriéristes s'en éloignent. Le danger pourrait résider dans une dérive sectaire ou un délire mental. Ce danger est mineur compte tenu de l'audience limitée de ce type de groupe.

Un grand parti, s'il ne s'intègre pas dans les structures de collaboration de classe proposées par le capitalisme, a tendance à se prendre pour l'avant-garde du mouvement qui se développe en dehors de lui. Des petites organisations, multiples et variées, ne peuvent que se mettre au service de ce mouvement, et œuvrer sans prétention à sa réussite .

Les avantages de cette approche des « instruments nécessaires » à la victoire de la révolution, sont nombreux :

- ils confirment que la révolution ne se décrète pas dans un état-major de conspirateurs. Ce n'est pas un coup d'état .
- Cette approche est une garantie de la pluralité, avant, après, comme pendant la crise ouverte .
- Cette approche a le mérite de dérouter l'ennemi de classe dans sa lutte policière pour tout savoir . L'efficacité des maquis pendant la résistance à l'occupant nazi a révélé sa supériorité pratique dans sa multitude : un réseau tombait sans que celui d'à côté ne soit touché.

Pensons aux difficultés de l'impérialisme étasunien contre le « terrorisme ». S'il avait en face de lui un ennemi centralisé et parfaitement identifiable dans son beau costume, il l'aurait déjà massacré par sa puissance de feu et ses réseaux de renseignement. Mais il a devant lui une « guérilla mondiale », « horizontale », qui n'a pas de liens autres que la haine de l'impérialisme.

Que le mouvement général, international, vers cette rupture historique, soit alimenté par une presse et une propagande internationale est souhaitable. Une visibilité positive est nécessaire et possible .

Que la diversité de chacun soit respectée, est à la base de la réussite des événements futurs, et la fin de cette situation où nous nous sentons orphelins d'un mythe (le grand parti)

Cette approche a également le mérite de mettre un terme à la peur et à l'abatement que représentait jusqu'à maintenant l'émiettement des éléments luttant pour le communisme. Chacun passant plus de temps à se démarquer de l'autre; et à considérer celui-ci plus comme un concurrent que comme un allié. Le sentiment que tout devait être verrouillé et sous contrôle peut laisser la place à la lutte TOTALE contre le système, son idéologie et ses représentants.

Il ne s'agit pas de supprimer les discussions et propositions; il s'agit de considérer que ce qui pouvait avant s'annuler et /ou s'opposer peut maintenant se compléter, s'additionner, sans perdre son identité .

IL S'AGIT BIEN EN EFFET D'UNE « ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS » CONTRE LA BOURGEOISIE .

L'objectif est commun, le drapeau est commun, la résistance à ce vieux monde est commune, car imposée par celui-ci .

Cette approche ancienne et nouvelle a aussi le mérite de régler de fait leur sort à toutes ces vieilles formations politiques qui se réclament encore du socialisme et usurpent une place qui n'a plus raison d'être. Elles prendront, aux yeux de chacun, la place qui leur revient dans la lutte pour défendre l'ordre bourgeois ou pour le combattre. L'essentiel est ailleurs. Il est dans le fait que cette ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS vive sans que quiconque ne l'ait décrété, construite, et ne puisse se l'approprier.